



Les Français, le déficit public et la dette

Septembre 2018

“opinionway

15 place de la République 75003 Paris



Les Echos



Frédéric Micheau

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

Tel: 01 81 81 83 00

fmicheau@opinion-way.com

“LA MÉTHODOLOGIE

“opinionway



La méthodologie



Echantillon de **1046 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'échantillon a été constitué selon **la méthode des quotas**, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.



L'échantillon a été interrogé par **questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI** (Computer Assisted Web Interview).



Les interviews ont été réalisées du **12 au 13 septembre 2018**.

Pour les remercier de leur participation, les panélistes ont touché des incentives ou ont fait un don à l'association proposée de leur choix.



OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.



Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 1,5 à 3 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :

« Sondage OpinionWay et Comdata Group pour Les Echos et Radio Classique »

et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.



Le profil des personnes interrogées

Population française âgée de 18 ans et plus.

Source : INSEE, Bilan démographique 2015.



	Sexe	%
	Hommes	48%
	Femmes	52%



	Age	%
	18-24 ans	10%
	25-34 ans	16%
	35-49 ans	25%
	50-64 ans	25%
	65 ans et plus	24%



	Région	%
	Ile-de-France	18%
	Nord ouest	24%
	Nord est	22%
	Sud ouest	11%
	Sud est	25%



	Activité professionnelle	%
	Agriculteurs	1%
	Catégories socioprofessionnelles supérieures	26%
	Artisans / Commerçants / Chefs d'entreprise	3%
	Professions libérales / Cadres	9%
	Professions intermédiaires	14%
	Catégories populaires	30%
	Employés	17%
	Ouvriers	13%
	Inactifs	43%
	Retraités	26%
	Autres inactifs	17%



	Taille d'agglomération	%
	Une commune rurale	24%
	De 2000 à 19 999 habitants	17%
	De 20 000 à 99 999 habitants	13%
	100 000 habitants et plus	30%
	Agglomération parisienne	16%

“ LES RÉSULTATS

“opinionway

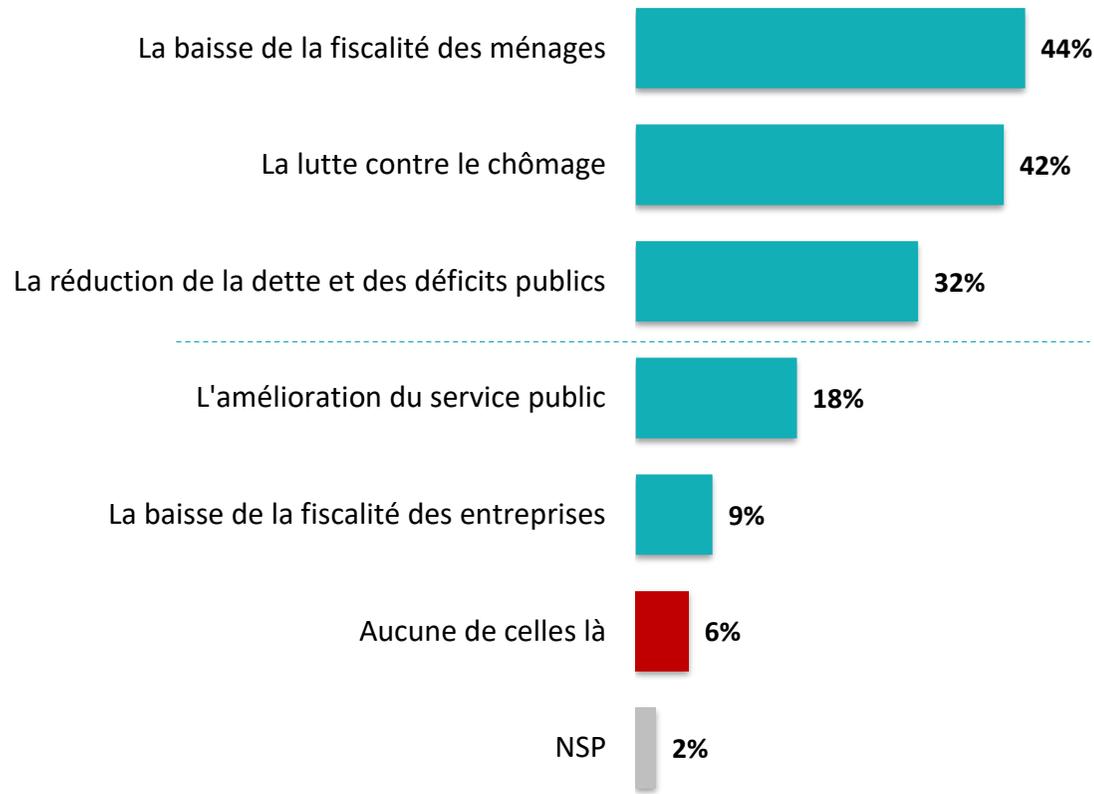


Les priorités du gouvernement en matière économique

Q. Selon vous, en matière économique, quelle doit être la priorité pour le gouvernement ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%


1046
personnes





Les priorités du gouvernement en matière économique

Q. Selon vous, en matière économique, quelle doit être la priorité pour le gouvernement ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%



	% Total	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
La baisse de la fiscalité des ménages	44%	46%	43%	30%	35%	48%	49%	48%	38%	50%	47%
La lutte contre le chômage	42%	41%	42%	58%	44%	39%	42%	36%	43%	49%	35%
La réduction de la dette et des déficits publics	32%	37%	28%	26%	21%	26%	32%	47%	32%	21%	39%
L'amélioration du service public	18%	19%	18%	15%	16%	21%	20%	16%	16%	17%	22%
La baisse de la fiscalité des entreprises	9%	8%	9%	17%	9%	8%	4%	11%	9%	6%	9%
Aucune de celles là	6%	4%	8%	3%	11%	9%	5%	3%	5%	7%	6%



Les priorités du gouvernement en matière économique

Q. Selon vous, en matière économique, quelle doit être la priorité pour le gouvernement ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%



	% Total	Statut					Chômeur	Retraité
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé			
La baisse de la fiscalité des ménages	44%	8%	47%	49%	47%	37%	49%	
La lutte contre le chômage	42%	38%	46%	44%	46%	68%	37%	
La réduction de la dette et des déficits publics	32%	32%	27%	23%	28%	27%	45%	
L'amélioration du service public	18%	13%	16%	24%	13%	13%	19%	
La baisse de la fiscalité des entreprises	9%	13%	8%	8%	8%	13%	9%	
Aucune de celles là	6%	8%	6%	3%	7%	7%	4%	

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



Les priorités du gouvernement en matière économique

Q. Selon vous, en matière économique, quelle doit être la priorité pour le gouvernement ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%

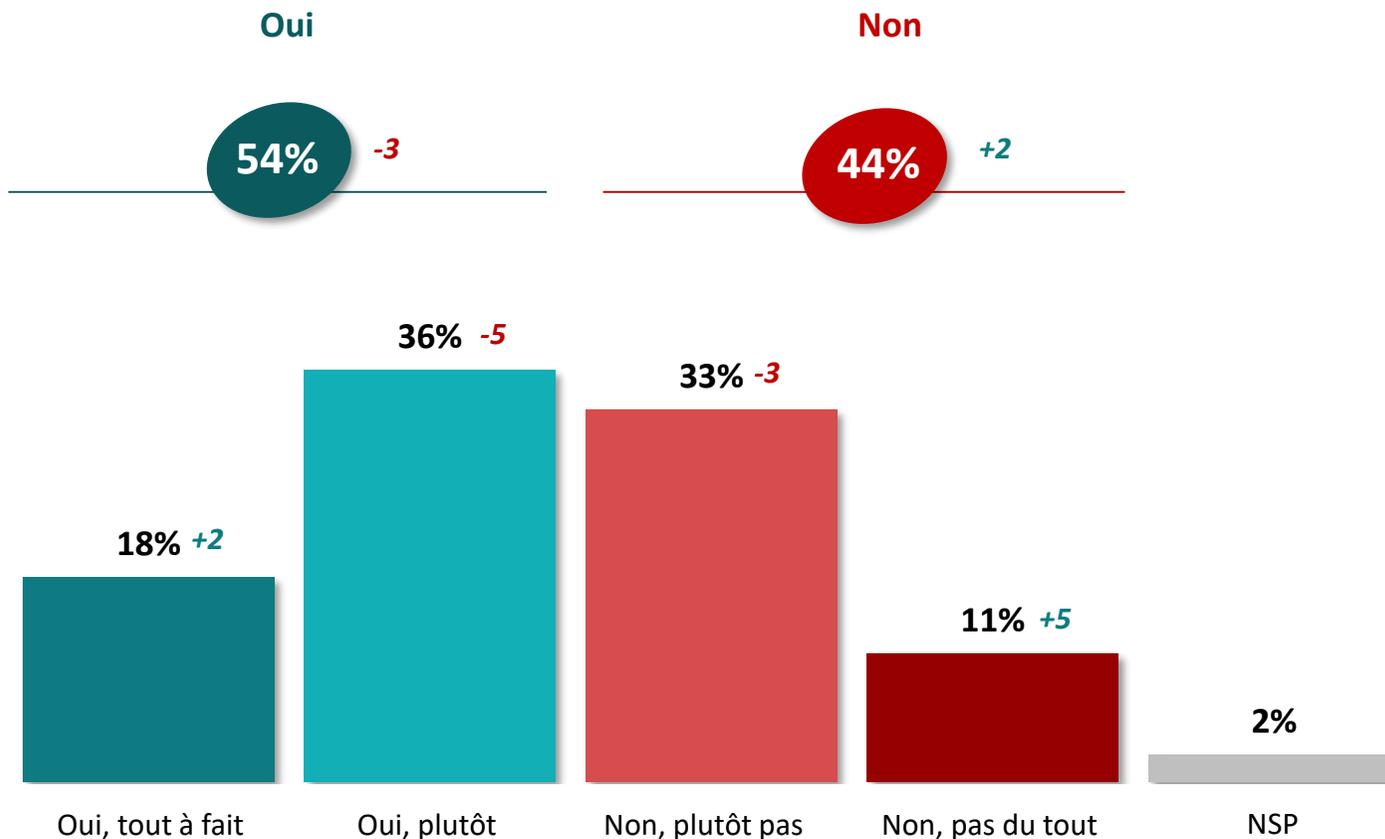


	% Total	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassembl. National	Sans préférence partisane
La baisse de la fiscalité des ménages	44%	46%	50%	39%	51%	49%	45%	54%	32%	54%	47%	44%
La lutte contre le chômage	42%	39%	52%	50%	36%	38%	44%	56%	48%	40%	43%	39%
La réduction de la dette et des déficits publics	32%	17%	17%	45%	55%	24%	13%	17%	57%	49%	25%	30%
L'amélioration du service public	18%	32%	33%	15%	13%	17%	40%	26%	12%	13%	17%	14%
La baisse de la fiscalité des entreprises	9%	5%	11%	7%	14%	8%	11%	1%	12%	13%	11%	8%
Aucune de celles là	6%	7%	1%	2%	-	10%	5%	1%	2%	1%	7%	12%



La possibilité d'une faillite de la France

Q. Pensez-vous que la France peut faire faillite ?



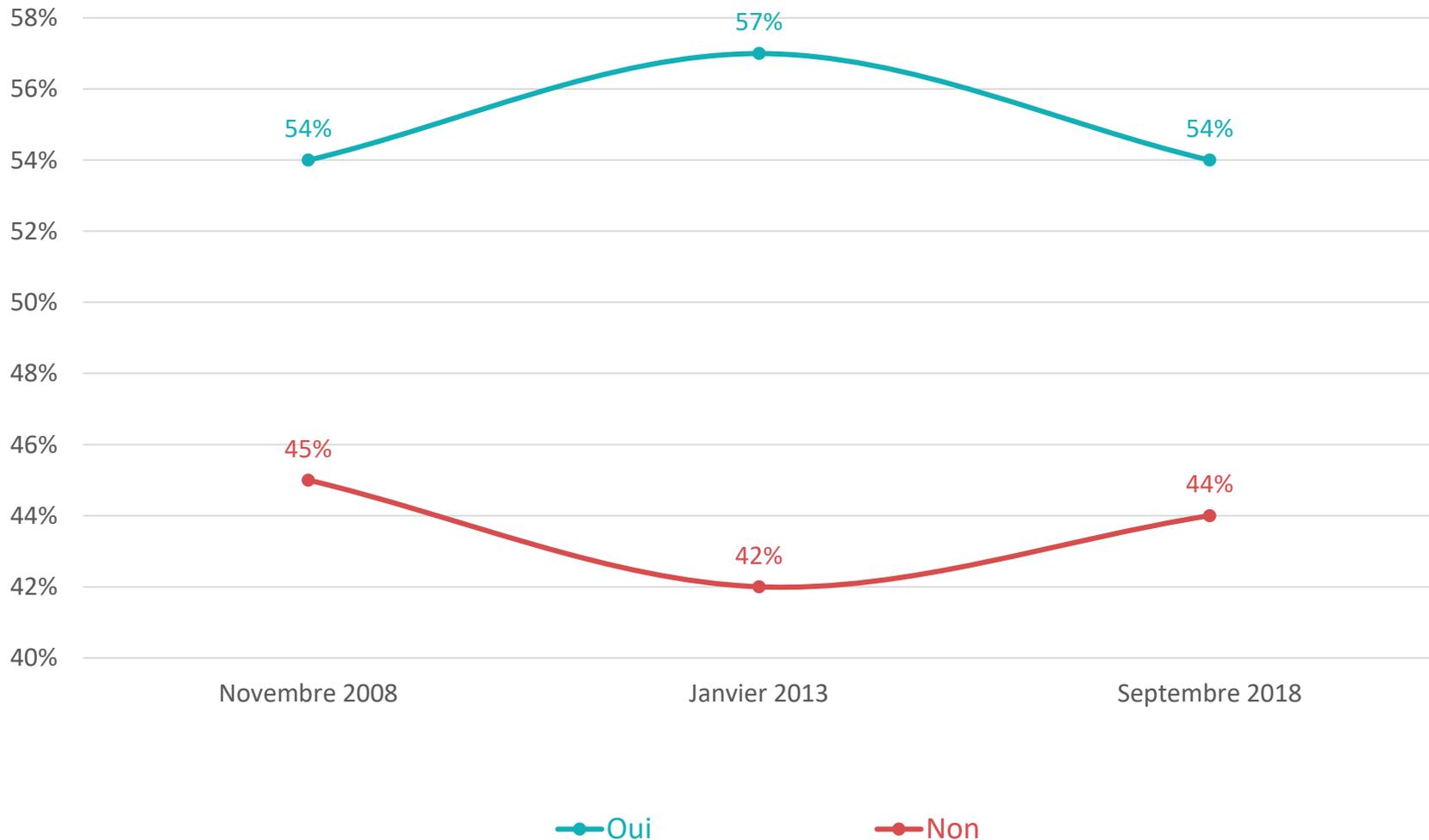
↗ ↘ Evolution par rapport à janvier 2013



La possibilité d'une faillite de la France - Evolution



Q. Pensez-vous que la France peut faire faillite ?





La possibilité d'une faillite de la France

Q. Pensez-vous que la France peut faire faillite ?


1046
personnes

	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-total Oui	54%	47%	61%	58%	57%	53%	54%	50%	47%	62%	51%
...Oui, tout à fait	18%	19%	17%	22%	16%	18%	18%	16%	13%	24%	16%
...Oui, plutôt	36%	28%	44%	36%	41%	35%	36%	34%	34%	38%	35%
Sous-total Non	44%	50%	37%	41%	36%	45%	44%	48%	48%	38%	46%
...Non, plutôt pas	33%	36%	29%	33%	28%	35%	31%	34%	37%	29%	32%
...Non, pas du tout	11%	14%	8%	8%	8%	10%	13%	14%	11%	9%	14%



La possibilité d'une faillite de la France

Q. Pensez-vous que la France peut faire faillite ?


1046
personnes

	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Sous-total Oui	54%	43%	57%	59%	55%	67%	50%
...Oui, tout à fait	18%	18%	19%	22%	17%	27%	16%
...Oui, plutôt	36%	25%	38%	37%	38%	40%	34%
Sous-total Non	44%	43%	42%	40%	44%	33%	49%
...Non, plutôt pas	33%	35%	33%	31%	34%	25%	34%
...Non, pas du tout	11%	8%	9%	9%	10%	8%	15%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



La possibilité d'une faillite de la France

Q. Pensez-vous que la France peut faire faillite ?


1046
personnes

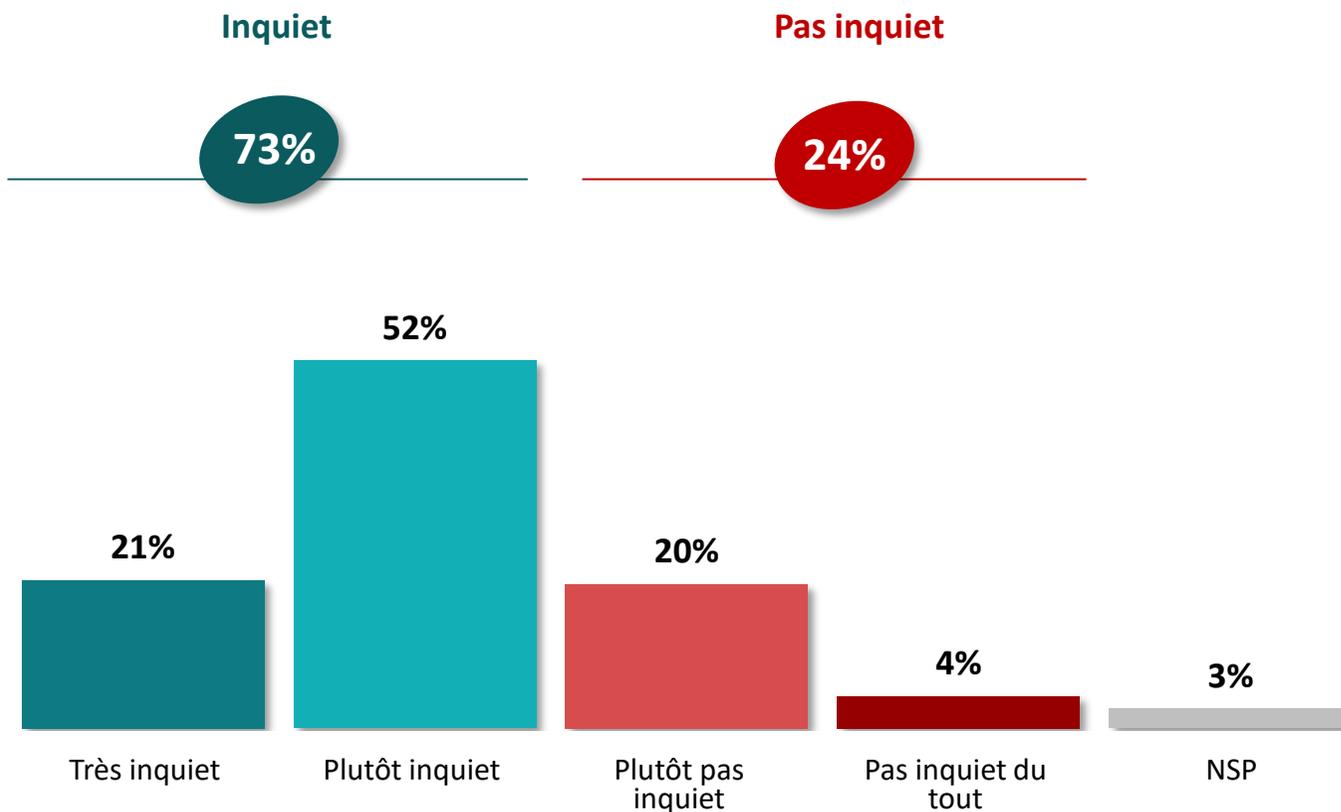
	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Sous-total Oui	54%	52%	50%	32%	55%	74%	45%	48%	28%	59%	73%	62%
...Oui, tout à fait	18%	14%	6%	8%	14%	35%	12%	7%	7%	14%	37%	21%
...Oui, plutôt	36%	38%	44%	24%	41%	39%	33%	41%	21%	45%	36%	41%
Sous-total Non	44%	47%	49%	67%	44%	25%	53%	52%	71%	41%	23%	36%
...Non, plutôt pas	33%	35%	30%	50%	35%	20%	31%	38%	50%	34%	16%	28%
...Non, pas du tout	11%	12%	19%	17%	9%	5%	22%	14%	21%	7%	7%	8%



L'inquiétude vis-à-vis de la dette et du déficit public



Q. Concernant le niveau de la dette et des déficits publics de la France, diriez-vous que vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ?





L'inquiétude vis-à-vis de la dette et du déficit public

Q. Concernant le niveau de la dette et des déficits publics de la France, diriez-vous que vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-Total Inquiet	73%	67%	77%	78%	65%	68%	72%	80%	68%	73%	75%
Très inquiet	21%	19%	22%	27%	19%	19%	17%	25%	18%	23%	22%
Plutôt inquiet	52%	48%	55%	51%	46%	49%	55%	55%	50%	50%	53%
Sous-Total Pas inquiet	24%	30%	20%	20%	27%	28%	27%	20%	27%	25%	23%
Plutôt pas inquiet	20%	24%	17%	15%	22%	25%	21%	16%	24%	20%	18%
Pas inquiet du tout	4%	6%	3%	5%	5%	3%	6%	4%	3%	5%	5%



L'inquiétude vis-à-vis de la dette et du déficit public

Q. Concernant le niveau de la dette et des déficits publics de la France, diriez-vous que vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ?



	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Sous-Total Inquiet	73%	68%	71%	72%	71%	69%	77%
Très inquiet	21%	19%	19%	24%	18%	25%	23%
Plutôt inquiet	52%	49%	52%	48%	53%	44%	54%
Sous-Total Pas inquiet	24%	20%	26%	25%	26%	31%	23%
Plutôt pas inquiet	20%	19%	22%	20%	22%	24%	18%
Pas inquiet du tout	4%	1%	4%	5%	4%	7%	5%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



L'inquiétude vis-à-vis de la dette et du déficit public

Q. Concernant le niveau de la dette et des déficits publics de la France, diriez-vous que vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ?



	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Sous-Total Inquiet	73%	65%	62%	63%	84%	86%	62%	65%	65%	84%	88%	74%
Très inquiet	21%	14%	8%	12%	26%	36%	17%	8%	9%	23%	39%	20%
Plutôt inquiet	52%	51%	54%	51%	58%	50%	45%	57%	56%	61%	49%	54%
Sous-Total Pas inquiet	24%	31%	37%	36%	16%	14%	38%	34%	33%	16%	12%	23%
Plutôt pas inquiet	20%	22%	32%	32%	14%	9%	21%	32%	30%	14%	7%	19%
Pas inquiet du tout	4%	9%	5%	4%	2%	5%	17%	2%	3%	2%	5%	4%

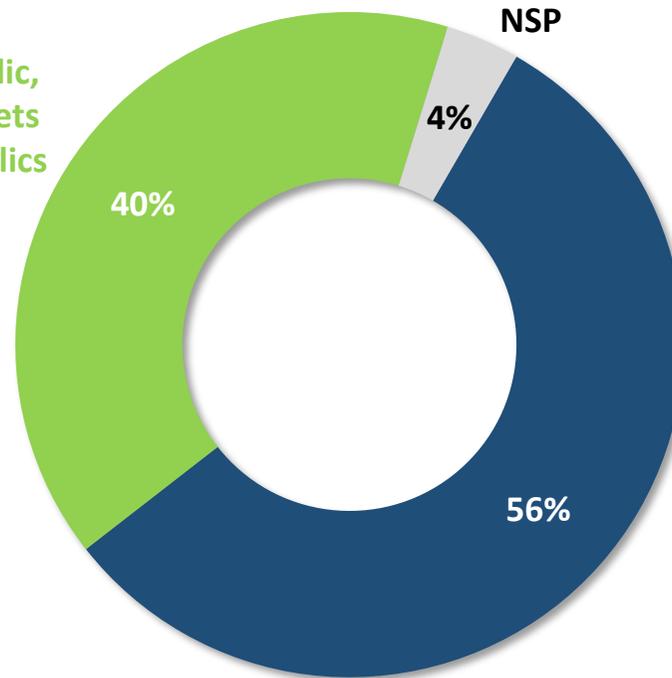


L'opinion à l'égard de la réduction du déficit public

Q. Concernant le déficit public, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?


1046
personnes

Il est secondaire de réduire le déficit public,
il est plus important de maintenir les budgets
de prestations sociales et de services publics



Il est prioritaire de réduire le déficit public,
quitte à réduire les budgets
de prestations sociales
et des services publics



L'opinion à l'égard de la réduction du déficit public

Q. Concernant le déficit public, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Il est prioritaire de réduire le déficit public, quitte à réduire les budgets de prestations sociales et des services publics	56%	57%	56%	50%	56%	52%	54%	65%	58%	54%	56%
Il est secondaire de réduire le déficit public, il est plus important de maintenir les budgets de prestations sociales et de services publics	40%	39%	41%	45%	37%	45%	44%	33%	37%	45%	40%

	% TOTAL	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Il est prioritaire de réduire le déficit public, quitte à réduire les budgets de prestations sociales et des services publics	56%	52%	59%	53%	61%	35%	60%
Il est secondaire de réduire le déficit public, il est plus important de maintenir les budgets de prestations sociales et de services publics	40%	35%	39%	45%	37%	62%	37%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



L'opinion à l'égard de la réduction du déficit public

Q. Concernant le déficit public, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

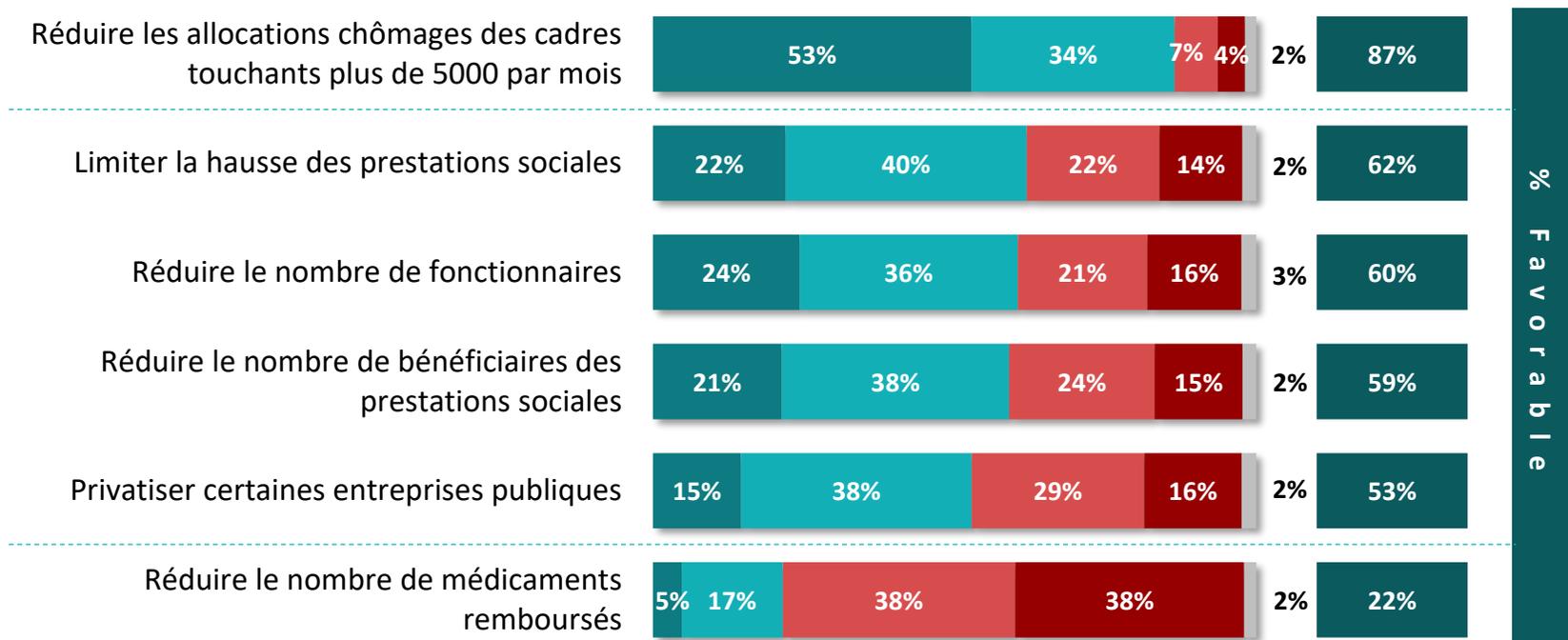


	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassembl. National	Sans préférence partisane
Il est prioritaire de réduire le déficit public, quitte à réduire les budgets de prestations sociales et des services publics	56%	34%	18%	64%	84%	57%	17%	32%	76%	84%	55%	57%
Il est secondaire de réduire le déficit public, il est plus important de maintenir les budgets de prestations sociales et de services publics	40%	62%	80%	35%	16%	42%	77%	65%	22%	16%	43%	40%



L'opinion sur différentes mesures visant à réduire le déficit public

Q. Pour réduire le déficit public et la dette, diriez-vous que vous êtes très favorable, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux mesures suivantes ?



Tout à fait favorable
 Plutôt favorable
 Plutôt opposé
 Tout à fait opposé
 NSP



L'opinion sur différentes mesures visant à réduire le déficit public

Q. Pour réduire le déficit public et la dette, diriez-vous que vous êtes très favorable, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux mesures suivantes ?



	% Favorable	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Réduire les allocations chômages des cadres touchants plus de 5000 par mois	87%	84%	89%	84%	82%	86%	90%	87%	81%	90%	88%
Limiter la hausse des prestations sociales	62%	64%	60%	59%	51%	63%	64%	67%	64%	60%	61%
Réduire le nombre de fonctionnaires	60%	63%	58%	59%	59%	54%	54%	77%	57%	55%	64%
Réduire le nombre de bénéficiaires des prestations sociales	59%	63%	55%	56%	57%	53%	59%	68%	61%	54%	61%
Privatiser certaines entreprises publiques	53%	50%	55%	63%	50%	47%	46%	64%	49%	51%	58%
Réduire le nombre de médicaments remboursés	22%	28%	16%	24%	27%	18%	17%	25%	27%	16%	20%



L'opinion sur différentes mesures visant à réduire le déficit public

Q. Pour réduire le déficit public et la dette, diriez-vous que vous êtes très favorable, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux mesures suivantes ?



	% Favorable	Statut					
		A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Réduire les allocations chômages des cadres touchants plus de 5000 par mois	87%	78%	86%	86%	86%	86%	89%
limiter la hausse des prestations sociales	62%	62%	64%	64%	64%	49%	64%
Réduire le nombre de fonctionnaires	60%	74%	55%	35%	63%	64%	67%
Réduire le nombre de bénéficiaires des prestations sociales	59%	57%	58%	58%	58%	57%	63%
Privatiser certaines entreprises publiques	53%	57%	50%	37%	55%	43%	57%
Réduire le nombre de médicaments remboursés	22%	38%	21%	20%	21%	22%	20%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



L'opinion sur différentes mesures visant à réduire le déficit public

Q. Pour réduire le déficit public et la dette, diriez-vous que vous êtes très favorable, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux mesures suivantes ?



1046

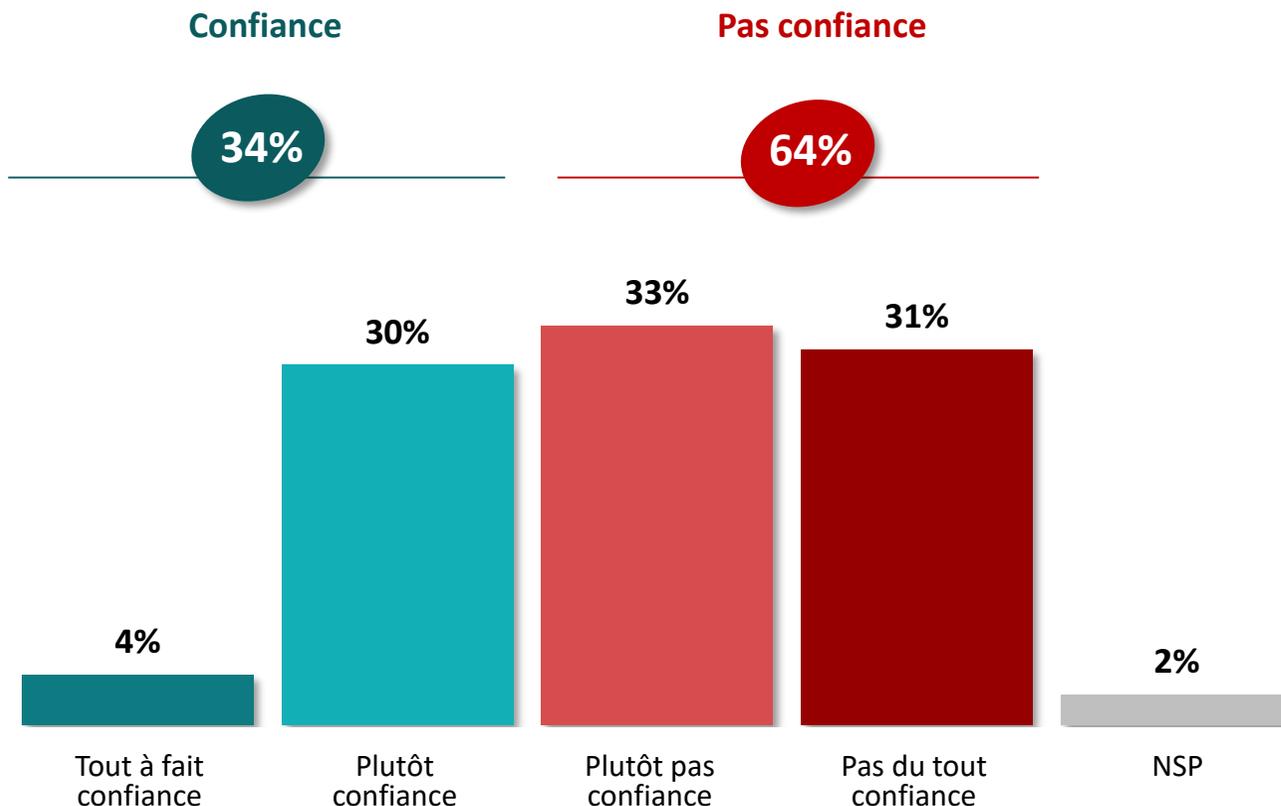
personnes

	% Favorable	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Réduire les allocations chômage des cadres touchants plus de 5000 par mois	87%	91%	81%	88%	84%	90%	84%	89%	85%	85%	94%	86%
Limiter la hausse des prestations sociales	62%	41%	42%	70%	82%	69%	22%	40%	75%	84%	68%	60%
Réduire le nombre de fonctionnaires	60%	40%	33%	69%	88%	60%	26%	48%	83%	88%	57%	57%
Réduire le nombre de bénéficiaires des prestations sociales	59%	33%	27%	64%	79%	72%	23%	33%	69%	86%	70%	56%
Privatiser certaines entreprises publiques	53%	38%	34%	62%	71%	55%	25%	44%	72%	73%	52%	48%
Réduire le nombre de médicaments remboursés	22%	15%	13%	27%	26%	17%	10%	19%	36%	31%	16%	15%



La confiance dans la capacité du gouvernement à réduire la dette et le déficit public

Q. Diriez-vous que vous faites tout à fait confiance, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance au gouvernement pour réduire la dette et le déficit public ?





La confiance dans la capacité du gouvernement à réduire la dette et le déficit public

Q. Diriez-vous que vous faites tout à fait confiance, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance au gouvernement pour réduire la dette et le déficit public ?



	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-Total Confiance	34%	35%	32%	41%	44%	31%	29%	33%	39%	30%	31%
Tout à fait confiance	4%	5%	3%	6%	5%	3%	5%	4%	6%	4%	3%
Plutôt confiance	30%	30%	29%	35%	39%	28%	24%	29%	33%	26%	28%
Sous-Total Pas confiance	64%	61%	66%	56%	49%	66%	70%	66%	56%	69%	67%
Plutôt pas confiance	33%	30%	35%	30%	25%	34%	33%	37%	32%	33%	34%
Pas du tout confiance	31%	31%	31%	26%	24%	32%	37%	29%	24%	36%	33%



La confiance dans la capacité du gouvernement à réduire la dette et le déficit public

Q. Diriez-vous que vous faites tout à fait confiance, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance au gouvernement pour réduire la dette et le déficit public ?



	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Sous-Total Confiance	34%	37%	36%	33%	37%	35%	29%
Tout à fait confiance	4%	11%	5%	5%	5%	3%	3%
Plutôt confiance	30%	26%	31%	28%	32%	32%	26%
Sous-Total Pas confiance	64%	51%	62%	65%	60%	63%	70%
Plutôt pas confiance	33%	23%	33%	37%	31%	29%	36%
Pas du tout confiance	31%	28%	29%	28%	29%	34%	34%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



La confiance dans la capacité du gouvernement à réduire la dette et le déficit public

Q. Diriez-vous que vous faites tout à fait confiance, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance au gouvernement pour réduire la dette et le déficit public ?


1046
personnes

	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Sous-Total Confiance	34%	19%	30%	65%	33%	17%	10%	40%	81%	29%	16%	25%
Tout à fait confiance	4%	3%	1%	8%	3%	3%	-	6%	14%	2%	4%	2%
Plutôt confiance	30%	16%	29%	57%	30%	14%	10%	34%	67%	27%	12%	23%
Sous-Total Pas confiance	64%	79%	69%	35%	66%	82%	90%	57%	19%	70%	84%	72%
Plutôt pas confiance	33%	40%	45%	27%	35%	28%	26%	38%	17%	38%	26%	40%
Pas du tout confiance	31%	39%	24%	8%	31%	54%	64%	19%	2%	32%	58%	32%

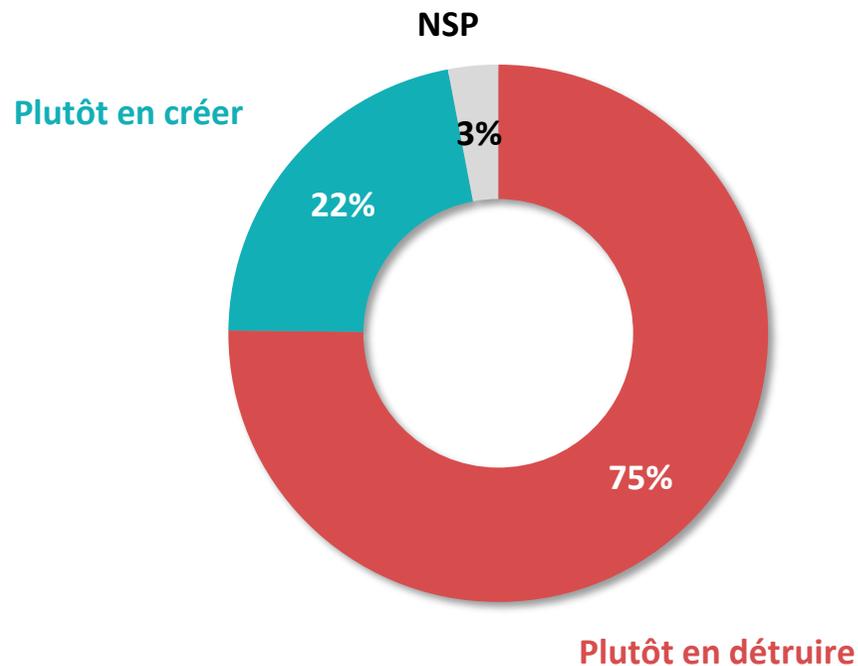


La perception des Français de l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi

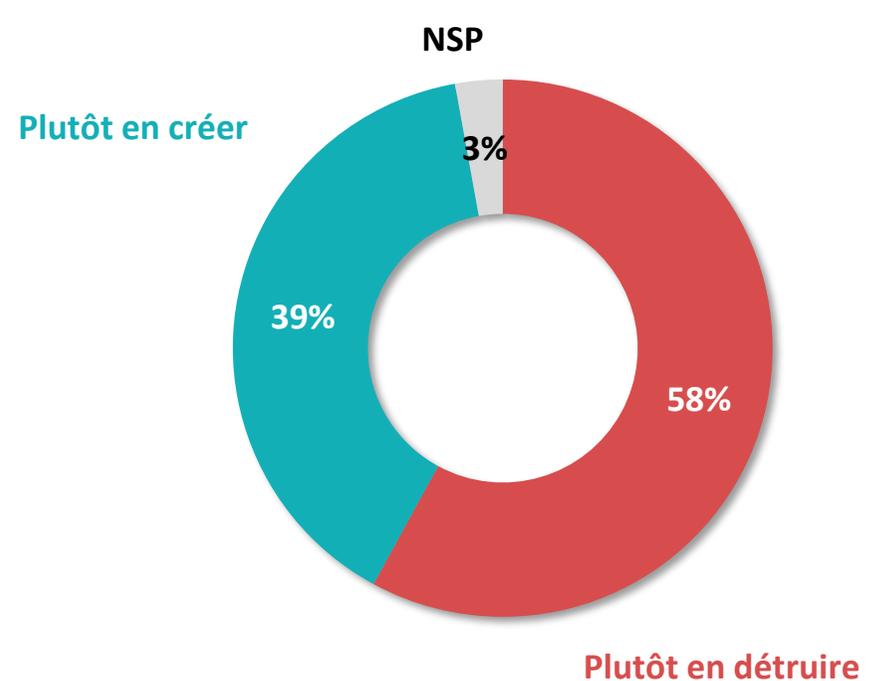
Q. Pensez-vous que l'intelligence artificielle va plutôt détruire ou plutôt créer de l'emploi en France... ?


1046
personnes

Dans le secteur public



Dans le secteur privé



52% des Français estiment que l'intelligence artificielle va détruire de l'emploi à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé



La perception des Français de l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi

Q. Pensez-vous que l'intelligence artificielle va plutôt détruire ou plutôt créer de l'emploi en France... ?



Dans le secteur public

	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Plutôt en détruire	75%	74%	76%	62%	64%	78%	82%	78%	76%	76%	75%
Plutôt en créer	22%	23%	21%	36%	29%	19%	17%	19%	19%	23%	22%

Dans le secteur privé

	% TOTAL	Sexe		Âge					Statut		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Plutôt en détruire	58%	55%	60%	50%	54%	65%	62%	52%	52%	68%	54%
Plutôt en créer	39%	41%	38%	48%	39%	32%	37%	46%	43%	31%	44%



La perception des Français de l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi

Q. Pensez-vous que l'intelligence artificielle va plutôt détruire ou plutôt créer de l'emploi en France... ?


1046
personnes

Dans le secteur public

	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Plutôt en détruire	75%	65%	77%	78%	76%	75%	80%
Plutôt en créer	22%	24%	21%	20%	21%	23%	18%

Dans le secteur privé

	Statut						
	% TOTAL	A son compte*	Salarié	... dont salarié du public	... dont salarié du privé	Chômeur	Retraité
Plutôt en détruire	58%	39%	62%	64%	61%	77%	56%
Plutôt en créer	39%	49%	36%	34%	37%	21%	42%

* Base faible: résultat à interpréter avec précaution



La perception des Français de l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi

Q. Pensez-vous que l'intelligence artificielle va plutôt détruire ou plutôt créer de l'emploi en France... ?



Dans le secteur public

	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Plutôt en détruire	75%	79%	84%	70%	80%	83%	75%	83%	71%	80%	82%	74%
Plutôt en créer	22%	20%	15%	29%	17%	17%	25%	16%	27%	19%	18%	22%

Dans le secteur privé

	% TOTAL	Vote au 1 ^{er} tour 2017 – Présidentielle 2017					Proximité partisane					
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen	La France Insoumise / PC	Parti socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Plutôt en détruire	58%	64%	70%	46%	51%	72%	70%	64%	39%	55%	71%	63%
Plutôt en créer	39%	36%	28%	54%	45%	28%	30%	36%	60%	44%	29%	33%



L'ANALYSE D'OPINIONWAY

“opinionway



Les principaux enseignements 1/4

La réduction du déficit public doit être une des priorités du gouvernement, sans toutefois être la principale

- Les Français interrogés considèrent que la priorité du gouvernement en matière économique doit être avant tout la baisse de la fiscalité des ménages (44%) et la lutte contre le chômage (42%). La réduction de la dette et des déficits n'arrive qu'en troisième position (32%). L'amélioration du service public (18%) et la baisse de la fiscalité des entreprises (9%) apparaissent eux nettement en retrait.
 - La baisse de la fiscalité des ménages et la lutte contre le chômage préoccupent davantage les personnes issues des catégories populaires (fiscalité des ménages : 50% / lutte contre le chômage : 49%) que les personnes issues des catégories socioprofessionnelles favorisées (38% et 43%). Ces dernières se montrent en revanche plus préoccupées par la réduction de la dette et des déficits (32%) que les personnes appartenant aux catégories populaires (21%).
 - Les Français se déclarant proches de la France Insoumise ou du Parti socialiste sont peu nombreux à estimer prioritaire la réduction des déficits et de la dette publique (respectivement 13 et 17%). En revanche les sympathisants de la République en Marche la place en première position (57%) et les Français proches des Républicains en seconde position (49%).

Inquiets par l'importance de la dette et des déficits publics, une majorité de Français juge possible la faillite du pays

- Près des trois quarts des Français (73%) se déclarent inquiets par le niveau de la dette et des déficits publics, deux sur dix (21%) se disant même *très inquiets*. Seules 24% des personnes interrogées ne semblent pas inquiètes vis-à-vis du niveau de la dette et des déficits publics.
 - Plus la proximité partisane des personnes interrogées se situe à gauche, moins ces dernières se montrent inquiètes devant le poids de la dette et des déficits publics. C'est notamment le cas des sympathisants de la France Insoumise (62%), du Parti socialiste (65%) et de la République en Marche (65%), bien que l'inquiétude reste majoritaire. A l'inverse, les sympathisants des Républicains (84%) du Rassemblement National (88%) se montrent beaucoup plus inquiets.



Les principaux enseignements 2/4

- **L'inquiétude devant le poids de la dette et des déficits s'exprime également par le fait qu'une majorité de Français (54%) juge possible la faillite du pays, sentiment stable par rapport à ce qui était observé au début de la crise économique (54% en novembre 2008).** Plus de 4 Français sur 10 jugent toutefois ce scénario peu probable (44%).
 - Ce sentiment est très clivé en fonction des sympathies partisans. Moins de la moitié des Français se déclarant proches de la France insoumise (45%) ou du Parti Socialiste (48%) estiment que la France peut faire faillite quand une nette majorité des sympathisants des Républicains (59%) et du Rassemblement national (73%) partagent cet avis. En revanche les personnes se déclarant proches de la République en Marche (28%) sont les moins inquiets par la possibilité d'une faillite, ceux-ci étant par ailleurs confiant à l'égard du gouvernement pour résoudre la question du déficit et de la dette.
- **Un manque de confiance prononcé des Français dans la capacité du gouvernement à réduire le niveau de la dette et des déficits publics, seul un tiers (34%) lui fait confiance.** 31% des personnes interrogées affichent quant à elles une méfiance forte en déclarant *n'avoir pas du tout confiance*.
 - Les jeunes âgés de moins de 35 ans (42%) et les personnes issues des catégories socioprofessionnelles favorisées (39%) ont davantage confiance dans le gouvernement pour réduire la dette que les personnes âgées de 50 ans et plus (31%) et celles issues des catégories populaires (30%).
 - Sans surprise, les personnes se déclarant proches de la République en Marche (81%) affichent une confiance forte dans la capacité du gouvernement à réduire la dette et les déficits. Les sympathisants des Républicains (29%) ou du Parti socialiste (40%) se montrent davantage septiques mais les plus critiques sont les Français proches du Rassemblement National (16%) ou de la France Insoumise (10%).



Les principaux enseignements 3/4

Des Français inquiets qui pourraient approuver certaines mesures visant à réduire les budgets des prestations sociales et des services publics

- **56% des Français estiment qu'il est prioritaire de réduire les déficits publics, quitte à réduire les budgets de prestations sociales et des services publics.**
 - Cette opinion est toutefois tout juste majoritaire, 4 Français sur 10 jugeant qu'il est secondaire de réduire le déficit public et qu'il est plus important de maintenir les budgets de prestations sociales et des services publics. Si les sympathisants des partis de gauche (FI : 77% / PS : 65%) sont majoritairement de cet avis, c'est également le cas des chômeurs (62%).
- **Plus concrètement une majorité de Français pourrait adhérer à certaines mesures, notamment la réduction des allocations chômage des cadres touchant de hauts revenus.**
 - Mesure particulièrement populaire, la réduction des allocations chômage des cadres touchant des hauts revenus (>5000€) serait soutenue par 87% des Français.
 - D'autres mesures testées recueillent l'approbation d'une majorité de Français. Contenir le budget des prestations sociales par exemple, en limitant la hausse des prestations sociales (62% des Français y sont favorables) ou en réduisant le nombre de bénéficiaires de ces prestations (59%). La réduction du nombre de fonctionnaires, levier déjà actionné par le gouvernement, est également une mesure soutenue par 6 Français sur 10 (60%).
 - En revanche la privatisation de certaines entreprises publiques est plus clivante, seuls 53% des Français y sont favorables, quand la réduction du nombre de médicaments remboursés est une éventualité soutenue par moins d'un quart de la population (22%).



Les principaux enseignements 4/4

L'impact de l'intelligence artificielle en matière d'emplois jugé particulièrement négatif pour le secteur public

- **La révolution de l'intelligence artificielle annoncée n'est pas vécue avec optimisme par les Français en matière d'emplois :** 75% d'entre eux estiment que l'IA va plutôt détruire des emplois dans le secteur public, un sentiment un peu moins prononcé en ce qui concerne le secteur privé (58%).
 - Si le sentiment que l'IA va plutôt détruire des emplois est une opinion partagée par la quasi-totalité des Français, soulignons que les 18-24 ans sont moins pessimistes que la moyenne : pour plus d'un tiers d'entre eux l'IA va plutôt créer de l'emploi dans le secteur public (36% vs 22% en moyenne) et près d'un sur deux juge que cette technologie va plutôt créer des emplois dans le secteur privé (48%).

Conclusion :

- La question du déficit public et de la dette est particulièrement présente à l'esprit des Français, ceux-ci paraissant inquiets...
- ...d'autant plus qu'ils ne font pas confiance au gouvernement pour agir efficacement sur ce dossier. Une majorité d'entre eux jugeant même possible la faillite du pays.
- Si une majorité de Français semblent résolue à voir les budgets des prestations sociales et des services publics être impactés par l'objectif de réduction de la dette, la plupart des mesures envisagées clivent la population.



“opinionway

15 place de la République 75003 Paris

« Rendre le monde intelligible pour agir aujourd’hui et imaginer demain. »